

Art. 2. — Les affaires de la compétence du tribunal militaire aux armées des forces françaises du point d'appui de Dakar et de l'escadre d'Afrique centrale sont portées devant le tribunal permanent des forces armées de Paris.

Art. 3. — Sous l'autorité du ministre des armées, les pouvoirs judiciaires sont exercés :

a) Par le commandant supérieur des forces françaises du point d'appui de Dakar, à l'égard des justiciables des trois armées stationnant dans les territoires compris dans le point d'appui ou relevant de son commandement ;

b) Par le commandant supérieur des forces françaises de l'escadre d'Afrique centrale, à l'égard des justiciables des trois armées stationnant dans les territoires constituant l'escadre ou relevant de son commandement, à l'exclusion toutefois de ceux stationnés au Cameroun.

Art. 4. — Les ordres de poursuite ainsi que les actes d'instruction ou de procédure précédemment effectués demeurent valables ; les décisions de renvoi antérieurement rendues saisissent de plein droit le tribunal permanent des forces armées de Paris.

Art. 5. — Le titre III de l'arrêté du 24 décembre 1965 susvisé est abrogé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1974.

Le ministre des armées,
ROBERT GALLEY.

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN TAITTINGER.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 74-530 du 17 mai 1974 portant définition de la formule et de l'option électorales applicables à l'université d'Aix-Marseille-II.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, ensemble la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971 aménageant certaines de ses dispositions ;

Vu le décret n° 70-203 du 14 mars 1970 fixant la composition des collèges électoraux et les modalités de recours contre les élections dans les collèges des établissements publics à caractère scientifique et culturel et des unités d'enseignement et de recherche, complété et modifié par les décrets n° 70-431 du 22 mai 1970, n° 70-1152 du 11 décembre 1970 et n° 71-965 du 3 décembre 1971, et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 73-983 du 23 octobre 1973 portant création d'une université dans l'académie d'Aix-Marseille ;

Vu l'arrêté du 13 mai 1974 portant approbation des statuts de l'université d'Aix-Marseille-II,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les élections au conseil de l'université d'Aix-Marseille se dérouleront conformément à la troisième formule et à la première option prévues aux articles 7 et 8 du décret susvisé du 14 mars 1970.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1974.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
JOSEPH FONTANET.

Affectation des étudiants dans les universités
de la région parisienne pour l'année universitaire 1974-1975.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, ensemble la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971 aménageant certaines de ses dispositions ;

Vu le décret n° 71-376 du 13 mai 1971 fixant les conditions d'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendant des universités, notamment les articles 10, 11 et 14 ;

Vu le décret n° 71-1023 du 22 décembre 1971 portant modification de la circonscription académique de Paris, et notamment son article 3,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Dans les académies de la région parisienne, les dispositions des articles 2 et 3 ci-dessous s'appliquent à l'inscription des étudiants bacheliers ou admis à un autre titre s'inscrivant pour la première fois en première année d'enseignement supérieur dans les universités de ces académies en vue de la préparation de diplômes nationaux autres que ceux de médecine et d'odontologie.

Art. 2. — Le ressort de chacune des universités dont le siège est situé hors de la ville de Paris, pour chacune des formations qu'elle assure, est arrêté en comité des recteurs.

Les étudiants domiciliés dans le ressort de l'une desdites universités s'inscrivent dans cette université dans la mesure où celle-ci assure au niveau de la première année de premier cycle la formation correspondant aux diplômes que ces étudiants désirent acquérir.

Art. 3. — Les présidents des universités des académies de la région parisienne informent régulièrement le recteur de l'académie de Paris, président du comité des recteurs de la région parisienne, de l'état numérique des premières inscriptions et des réinscriptions.

S'il apparaît que les capacités proportionnelles d'accueil pédagogique propres à assurer la formation des étudiants dans une discipline sont en voie d'être dépassées dans une de ces universités, le recteur de l'académie de Paris et les recteurs des académies de Créteil et de Versailles examinent avec les présidents des universités concernées, s'il y a lieu de décider et d'annoncer la suspension des premières inscriptions en première année et d'orienter les étudiants vers une autre université assurant la même formation ou, le cas échéant, de transférer les dossiers d'un certain nombre d'étudiants ayant pris cette première inscription selon l'ordre chronologique inverse de leurs inscriptions.

En cas de difficultés, le recteur de l'académie de Paris, le recteur de l'académie de Créteil et le recteur de l'académie de Versailles, lorsque l'une des universités de ces académies est concernée par ces difficultés, sont habilités à prescrire ce transfert.

Art. 4. — Les étudiants s'inscrivant pour la première fois en première année de premier cycle d'études médicales sont répartis entre les unités d'enseignement et de recherche médicales relevant des universités des académies de la région parisienne selon des modalités arrêtées en comité des recteurs après avis des présidents des universités intéressées.

Cette répartition tient compte des capacités proportionnelles d'accueil desdites unités d'enseignement et de recherche, notamment pour la formation clinique et pratique des étudiants dans les services hospitaliers.

Le recteur de l'académie de Paris pourra accorder aux ressortissants étrangers désirant s'inscrire pour la première fois en première année de premier cycle des études médicales les autorisations prévues au dernier alinéa de l'article 10 du décret susvisé dans la limite maximum de 5 p. 100 du nombre des étudiants admis de plein droit à solliciter leur affectation dans une unité d'enseignement et de recherche médicale de la région parisienne.

Art. 5. — Les étudiants s'inscrivant en deuxième année des études dentaires sont répartis entre les unités d'enseignement et de recherche d'odontologie relevant des universités de l'académie de Paris selon des modalités définies en comité des recteurs et arrêtées par le recteur de l'académie de Paris, après avis des présidents des universités intéressées.

Cette répartition tient compte des capacités proportionnelles d'accueil desdites unités d'enseignement et de recherche, notamment pour la formation clinique et pratique des étudiants dans les services hospitaliers.

Art. 6. — Les recteurs des académies de Paris, de Créteil et de Versailles et les présidents des universités des académies de la région parisienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1974.

JOSEPH FONTANET.

JEUNESSE ET SPORTS

Brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif.

EXAMENS DE FORMATION COMMUNE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 68-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 1972 relatif à l'application du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 74-218 du 8 mars 1974 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La formation commune prévue à l'article 1^{er} du décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif est régie par les règles déterminées ci-après.

Les examens de formation commune sont indépendants de ceux de la formation spécifique prévue par ledit décret et peuvent être subis à des sessions différentes.

TITRE I^{er}

Conditions et formalités d'inscription.

Art. 2. — Les candidats aux examens de formation commune organisés en application de l'article 1^{er} ci-dessus doivent satisfaire aux conditions suivantes lors de leur inscription :

1° Etre âgé de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen pour se présenter aux épreuves du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

2° Etre titulaire depuis deux ans au moins du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour se présenter aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

3° Etre titulaire depuis quatre ans au moins du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour se présenter aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif.

Toutefois, à titre exceptionnel, le ministre chargé des sports pourra accorder des dérogations de délais d'ancienneté pour l'inscription aux examens des deuxième et troisième degrés aux candidats possédant la qualité d'athlète international du plus haut niveau, au titre de la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre chargé des sports pour l'activité sportive considérée.

Art. 3. — Pour faire acte de candidature aux examens de formation commune des différents degrés du brevet d'Etat, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen de formation commune établie sur papier libre et précisant obligatoirement le degré concerné du brevet d'Etat et, pour le troisième degré, la discipline sportive intéressée ; cette demande sera accompagnée de deux photographies d'identité et d'une enveloppe timbrée portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat.

Cette demande devra préciser, pour le deuxième degré, la langue vivante étrangère dont le candidat demande éventuellement à subir l'épreuve facultative et, pour le troisième degré, la langue vivante dont il devra subir obligatoirement l'épreuve et, éventuellement, celle dont il demande à subir l'épreuve facultative ;

2° Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;

3° Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du sport datant de moins de trois mois ;

5° Une attestation de la fédération sportive dirigeante ayant reçu délégation de pouvoirs du ministre chargé des sports précisant le ou les titres sportifs permettant au candidat de bénéficier des points de bonification prévus au présent arrêté, ainsi que l'année d'obtention de ces titres ;

6° Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet d'Etat du premier degré d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence, pour s'inscrire aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

7° Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet d'Etat du deuxième degré d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence, pour s'inscrire aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

8° Une autorisation parentale ou du tuteur légal pour les candidats n'ayant pas atteint la majorité légale ;

9° Une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet national de secourisme délivré par la protection civile. Toutefois, la possession de ce brevet ne sera obligatoire que pour les sessions d'examen organisées à partir du 1^{er} janvier 1975.

Tout dossier de candidature incomplet sera refusé.

TITRE II

Nature des épreuves.

Epreuves de formation commune du premier degré.

Art. 4. — Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du premier degré d'éducateur sportif devront satisfaire à une épreuve (durée : deux heures) comportant des questions sur les matières suivantes :

A. — Sport et éducation sportive :

a) Situation actuelle et histoire de leur développement ;

b) Organisation et réglementation administrative du sport en France.

B. — Sciences biologiques et sciences humaines appliquées au sport :

a) Anatomie et physiologie ;

b) Psychologie.

L'épreuve est notée sur 100 points. Les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 50 points, y compris les points de bonification pour titres sportifs prévus au présent arrêté, seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation commune et recevront une attestation de réussite valable pour l'ensemble des disciplines sportives.

Epreuves de formation commune du deuxième degré.

Art. 5. — Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du deuxième degré d'éducateur sportif devront satisfaire à des épreuves écrites et orales.

Les épreuves écrites comprennent :

a) Un commentaire de texte ayant trait au sport, permettant de juger des qualités de rédaction, de réflexion et de synthèse du candidat (durée : trois heures, coefficient 2).

b) Une composition portant sur les sciences biologiques et sur les sciences humaines appliquées au sport (durée : trois heures, coefficient 2).

Les épreuves orales comprennent :

a) Une interrogation portant sur l'organisation sportive internationale (comité international olympique, fédérations internationales, etc.) et sur l'organisation et la réglementation administrative du sport en France (coefficient 2) ;

b) Une interrogation portant sur les sciences biologiques et sur les sciences humaines appliquées au sport (coefficient 1).

Toute note inférieure à 5 sur 20 à une épreuve écrite ou orale peut être déclarée éliminatoire après délibération spéciale du jury.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites et orales une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20, calculée en tenant compte des points de bonification pour titres sportifs prévus au présent arrêté et des points obtenus à l'épreuve facultative de langue vivante étrangère, seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation commune et recevront une attestation de réussite valable pour l'ensemble des disciplines sportives.

Epreuves de formation commune du troisième degré.

Art. 6. — Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif devront satisfaire à des épreuves comprenant :

a) Un mémoire (coefficient 4) :

Le sujet du mémoire devra être déposé deux mois au moins avant la date prévue pour sa soutenance. Le mémoire portera sur un sujet ayant trait aux sciences de l'éducation, aux sciences biologiques ou aux sciences humaines appliquées à la discipline sportive choisie en option.

Les points de bonification pour titres sportifs prévus au présent arrêté ne seront ajoutés à la note obtenue pour le mémoire qu'après l'application du coefficient 4 à cette note.

Toute note de mémoire inférieure à la moyenne, calculée en tenant compte des points de bonification pour titres sportifs, est éliminatoire. Toute note de mémoire égale ou supérieure à la moyenne, calculée en tenant compte des points de bonification pour titres sportifs, est acquise à titre définitif.

b) Une interrogation de langue vivante étrangère (coefficient 1) :

L'épreuve de langue vivante étrangère consiste en la traduction d'un texte à caractère sportif portant sur le sport choisi en option (durée : une heure), suivie d'un entretien.

La langue choisie sera nécessairement une de celles reconnues officiellement par la fédération internationale régissant le sport choisi en option pour le mémoire.

Toute note de langue vivante inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20, calculée en tenant compte des points de bonification pour titres sportifs prévus au présent arrêté et des points obtenus à l'épreuve facultative de langue vivante étrangère, seront proposés à l'admission définitive à l'examen de formation commune et recevront une attestation de réussite valable seulement pour la discipline sportive choisie en option pour le mémoire.

TITRE III

Jurys d'examens.

Art. 7. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux épreuves de formation commune seront composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

1° En ce qui concerne le brevet d'Etat du premier degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Des membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Des techniciens sportifs chargés de la formation des cadres.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat du deuxième degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Un ou des membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Un ou des membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive ;

Le président du comité national olympique et sportif français ou son représentant ;

Un ou des techniciens qualifiés proposés par le comité national olympique et sportif français ;

Un médecin spécialiste de médecine sportive ;

Un ou des professeurs de langues vivantes étrangères.

3° En ce qui concerne le brevet d'Etat du troisième degré :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant ;

Le directeur de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive ou son représentant ;

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Un membre du corps enseignant de l'éducation physique et sportive, titulaire du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif pour le sport concerné ;

Le président du comité national olympique et sportif français ou son représentant ;

Le président de la fédération sportive dirigeante concernée ou son représentant ;

Le directeur technique national concerné ou son représentant ou, à défaut, un cadre technique de haut niveau désigné par le ministre chargé des sports ;

Un médecin proposé par la fédération sportive dirigeante concernée ;

Un membre de l'enseignement supérieur, spécialiste de la matière traitée par le candidat dans son mémoire ;

Un ou des professeurs de langues vivantes étrangères.

La composition des jurys pourra être modifiée, par décision du ministre chargé des sports, suivant le sport concerné, la nature des épreuves et le nombre des candidats.

TITRE IV

Dispositions générales.

Art. 8. — Les programmes des épreuves feront l'objet d'annexes qui seront publiées au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Art. 9. — Les épreuves des examens de formation commune des brevets d'Etat du deuxième et du troisième degré sont notées de 0 à 20.

Art. 10. — Des points de bonification sont attribués aux candidats possédant un ou des titres sportifs, conformément aux dispositions figurant dans l'annexe qui sera publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Art. 11. — Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du deuxième degré pourront demander à subir une épreuve orale facultative destinée à vérifier leurs connaissances d'une langue vivante étrangère.

Les candidats à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du troisième degré pourront demander à subir une épreuve orale facultative destinée à vérifier leurs connaissances d'une langue vivante étrangère autre que celle faisant l'objet de l'épreuve obligatoire prévue à l'article 6 ci-dessus.

Pour ces épreuves facultatives de langue vivante étrangère qui seront affectées du coefficient 1, seuls seront pris en compte les points obtenus au-dessus de la moyenne.

Art. 12. — Aucun candidat ne peut se présenter à plus de trois sessions d'examen pour chaque degré.

Art. 13. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis aux examens de formation commune.

Art. 14. — Les candidats ayant satisfait avec succès à l'examen de formation commune et à l'examen de formation spécifique propres à chaque degré sont déclarés définitivement admis au brevet d'Etat du degré correspondant d'éducateur sportif, avec indication de la discipline sportive choisie pour l'examen de formation spécifique.

Art. 15. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les premier, deuxième et troisième degrés du brevet d'Etat d'éducateur sportif créé par le décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972.

Art. 16. — Des arrêtés détermineront les titres qui seront reconnus équivalents à chacun des degrés du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif.

Des mesures transitoires pourront être prises par le ministre chargé des sports pendant une période ne dépassant pas sept ans à partir de la date de publication du présent arrêté.

Art. 17. — L'arrêté susvisé du 5 décembre 1972 relatif à l'application du décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif est abrogé.

Art. 18. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mai 1974.

PIERRE MAZEAUD.

EXAMENS DE FORMATION SPECIFIQUE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 74-218 du 8 mars 1974 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports,

Arrêté :

Art. 1^{er}. — La formation spécifique prévue à l'article 1^{er} du décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif est régie par les règles déterminées ci-après.

Les examens de formation spécifique sont indépendants de ceux de la formation commune prévue par ledit décret et peuvent être subis à des sessions différentes.

TITRE I^{er}

Conditions et formalités d'inscription.

Art. 2. — Les candidats aux examens de formation spécifique organisés en application de l'article 1^{er} ci-dessus doivent satisfaire aux conditions suivantes lors de leur inscription :

1° Etre âgé de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen pour se présenter aux épreuves du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

2° Etre titulaire depuis deux ans au moins du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour se présenter aux épreuves du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ;

3° Etre titulaire depuis quatre ans au moins du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou d'un titre admis en équivalence pour se présenter aux épreuves du troisième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif.